

L'E CANADA ET L'ENVIRONNEMENT MONDIAL

Les Canadiens ne se préoccupent pas uniquement de la qualité de leur environnement immédiat, mais aussi de celle de toute la biosphère. Ils sont conscients que ce qui arrive dans un pays se répercute souvent sur l'environnement de nombreux autres.

Les Canadiens se sont d'abord intéressés aux accidents écologiques graves, comme les déversements de pétrole, les accidents chimiques et nucléaires. Ces dernières années, les changements atmosphériques généralisés, déclenchés par les activités « normales » de développement partout dans le monde, ont vraiment commencé à préoccuper personnellement les Canadiens.

L'atmosphère ne connaît aucune frontière nationale. Les produits chimiques acides et toxiques d'un pays sont transportés par le vent sur des centaines, voire des milliers de kilomètres vers d'autres pays où ils se déposent. L'ensemble des émissions de produits chimiques qui s'en prennent à l'ozone sont en train de détruire l'écran solaire qui entoure la planète et de nous exposer tous à des radiations solaires plus dangereuses. Le gaz carbonique et les autres gaz qui résultent de l'effet de serre, combinés aux effets de la déforestation, sont en train d'altérer l'équilibre climatique de la planète tout entière.

Les menaces qui pèsent sur notre biosphère se concrétisent aujourd'hui, mais elles avaient été prévues depuis longtemps, et la participation du Canada aux débats sur l'avenir de notre environnement planétaire remonte à de nombreuses années.

La Commission Brundtland

L'environnementaliste et homme d'affaires canadien Maurice Strong était, en 1972, président de la Conférence de Stockholm sur l'environnement humain, première réunion de ce genre dans l'histoire. Il devint ensuite le premier directeur du nouveau Programme des Nations Unies pour l'environnement.

Le Canada est également intervenu pour amener les Nations Unies à la décision de créer la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, la Commission Brundtland.

devint premier ministre pendant les travaux de la Commission.

La Commission était composée de 22 personnes provenant de 21 pays. Elle comptait parmi ses membres M. Strong et son concitoyen canadien James MacNeill, qui assumait les fonctions de secrétaire général. La contribution financière du Canada aux travaux de la Commission s'est élevée à 1 million de dollars, et c'est au Canada que celle-ci a effectué, en 1986, l'une de ses plus importantes visites.

Le rapport final de la Commission, intitulé *Notre avenir à tous* et publié en avril 1987, est devenu un docu-

du type d'activités qui provoquent des dommages considérables à l'environnement.

Trente pour cent ou le désastre

Personne n'a encore trouvé la clé magique d'un développement durable, mais de nombreux pays se sont attaqués à certains problèmes environnementaux majeurs. Les pluies acides constituent l'une des grandes menaces pour l'environnement au Canada, alors que la moitié des émissions polluantes d'anhydride sulfureux sont transportées par les vents des États-Unis vers le nord. Dans le Grand Nord, les courants atmosphériques sont tels que des acides et autres polluants en provenance de plusieurs pays se déposent dans le fragile environnement de l'Arctique.

C'est pourquoi le Canada préconise depuis de nombreuses années que soient établis des contrôles de la pollution atmosphérique transfrontalière.

Le Canada était membre de ce qui est devenu le Club des trente pour cent, ainsi appelé parce que les nations signataires de l'entente avaient accepté de réduire leurs émissions d'anhydride sulfureux de trente pour cent d'ici 1993. En mars 1984, lors d'une réunion à Ottawa, le Canada et neuf pays européens ont annoncé leur intention de réduire les pluies acides et, par voie de conséquence, la pollution atmosphérique à longue portée. Cette déclaration est survenue quelques semaines seulement après que le Canada ait annoncé



M. Rousseau, Publiphoto

L'Est du Canada est particulièrement touché par les retombées acides.

Cette Commission, présidée par Gro Harlem Brundtland, commença ses travaux en 1984. M^{me} Brundtland fut ministre de l'environnement en Norvège, puis, de chef de l'opposition qu'elle était,

ment fondamental pour faire progresser l'idée que le développement économique doit pouvoir se faire sans détruire l'environnement. C'est ce concept que résume l'expression « développement durable ». Selon la Commission, le monde doit se développer afin d'alléger la pauvreté et les souffrances partout sur la planète, mais il devra s'écarter